

Vieillir loin des métropoles (volume II)

Numéro coordonné par Hervé Marchal
et Jean-François Léger

retraite et SOCIÉTÉ

Les articles publiés sont soumis
à l'évaluation d'experts

Directeur de la publication : Renaud Villard

Responsable éditoriale : Carine Cordier

Coordinatrice des analyses critiques : Sabrina Aouici

Correctrice : Cécile Clerc

Traducteur : Jim Ogg

Service relation abonnés : Béatrice Vaugrand (retraiteetsociete@cnav.fr)

Graphiste - Maquettiste : Imprimerie Corlet, Condé-en-Normandie

Les articles de *Retraite et société* sont indexés dans les banques de données Bibliography of Social Sciences, AgeLine, Political Science Complete, Social services abstracts, Sociological abstracts, Worldwide Political Science Abstracts.

Rédacteur en chef

Hervé Marchal, Université de Bourgogne

Comité de rédaction

Nathalie Burnay, Carine Cordier, Bérengère Davin, Hervé Marchal, Jim Ogg, Méлина Ramos-Gorand, Sylvie Renaut, Marion Scheider-Yilmaz

Comité éditorial

Valéry Albouy, DSPR*, Cnav ● Sabrina Aouici, URV*-DSPR, Cnav ● Dominique Argoud, Université Paris-Est Créteil ● Claudine Attias-Donfut, fondatrice de Retraite et société, ancienne rédactrice en chef ● Catherine Bac, DSPR-Cnav ● Samia Benallah, Université de Reims ● Carole Bonnet, Ined ● Nathalie Burnay, Université de Namur et Université catholique de Louvain ● Anaëlle Cappellari, Université d'Aix-Marseille ● Vincent Caradec, Université de Lille ● Nicolas Castel, Université de Lorraine ● Bérengère Davin, Inserm ● Gijs Dekkers, Federal Planning Bureau, CESO*, KU Leuven ● Annie Jolivet, Conservatoire national des arts et métiers-CEET* et CRTD* ● Manon Labarchède, Université de Bordeaux ● Claire Lefrançois, Université de Tours ● Florence Legros, Université Paris-Dauphine ● Dimitri Léonard, Université de Louvain, École des sciences du travail ● Hervé Marchal, Université de Bourgogne ● Marie Mercat-Bruns, Sciences-Po ● Frédérique Nortier-Ribordy, Conseil d'orientation des retraites ● Laurent Nowik, Université de Tours ● Jim Ogg, ancien rédacteur en chef ● Méлина Ramos-Gorand, Direction de la Sécurité sociale ● Sylvie Renaut, URV-DSPR, Cnav ● Jean-Marie Robine, Inserm ● Alain Rozenkier, fondateur de Retraite et société ● Marion Scheider-Yilmaz, Université Grenoble Alpes ● Laurent Soulat, Caisse des Dépôts ● Damien Vanneste, Université catholique de Lille

Correspondants scientifiques étrangers

Nadya Araujo Guimarães, Université de São Paulo, Brésil ● Sara Arber, Université du Surrey, Grande-Bretagne ● Francesco Barbabella, Université Linnaeus, Suède ● Roberto Ham-Chande, Université de Mexico ● François Höpflinger, Université de Zurich, Suisse ● Martin Kohli, Université libre de Berlin, Allemagne ● Christian Lalive d'Épinay, Université de Genève, Suisse ● Frédéric Lesemann, INRS-Culture et société, Montréal, Canada ● Howard Litwin, Université hébraïque de Jérusalem, Israël ● John Myles, Université de Toronto, Canada ● Joakim Palme, Swedish Institution for Social Research, Suède ● Pierre Pestieau, Université de Liège, Belgique ● Chiara Saraceno, Université de Turin, Italie ● Platon Tinios, Université du Pirée, Grèce ● Constanza Tobio, Université Carlos 3, Madrid, Espagne ● Alan Walker, Université de Sheffield, Grande-Bretagne

* DSPR : direction statistiques, prospective et recherche ; URV : unité de recherche sur le vieillissement ; CESO : Centrum voor Sociologisch Onderzoek ; CEET : Centre d'études de l'emploi et du travail ; CRTD : Centre de recherche sur le travail et le développement

Retraite et société est une revue indépendante et ouverte aux échanges d'opinions. Les points de vue exprimés dans les articles et autres textes signés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne sauraient être considérés comme constituant une prise de position de l'éditeur.

Il est interdit de reproduire les articles, de manière intégrale ou partielle, sans autorisation.

Demande d'autorisation de reproduction :

Rédaction de *Retraite et société*

Service Éditions scientifiques - 635

Direction Statistiques, prospective et recherche

Cnav - 75951 Paris Cedex 19

somr

● Avant-propos par Jean-François Léger & Hervé Marchal

9

PARTIE scientifique

- L'habitat social adapté pour les seniors : un impératif pour les bourgs et petites villes
Lorette Klepper 17
- Vieillir dans ou loin des métropoles en période de crise sanitaire : l'aide reçue et apportée par les retraités durant les confinements
Raphaël Dhuot & Laurent Nowik 41
- Vieillesse en Polynésie française : entre soutien familial et contraintes géographiques
Loïc Trabut & Julie Pasquier 67
- Les territoires ruraux protègent-ils les personnes âgées ?
Solidarités et sociabilités à l'épreuve de la pandémie
Manon Labarchède & Marco Alberio 85
- L'espace de la participation des aînés en ruralité : expériences, action publique et reconfigurations.
Le cas de la « Communauté amie des aînés » du pays de Mormal
Hugo Bertillot & Damien Vanneste 113

mairie

PARTIE informatives

● Les mots à l'image

Le médecin, garant du lien social et du « bien vieillir » à la campagne
Jean-Christophe Marcel

139

● Point sur

Dimensions et enjeux socio-spatiaux du vieillissement hors des métropoles
Mickaël Blanchet & Marion David

149

● Notes de lecture > Analyses critiques

171

1. *Le vieillissement saisi par le soin* (Céline Racin, Catherine Caleca & Philippe Gutton), par Lisia Briot

2. *Faire de l'habitat un commun : les habitats participatifs dans l'Ouest de la France* (Pierre Servain), par Gaëtan Fustec

Ont participé à ce numéro :

Coordinateurs

Jean-François Léger, démographe, maître de conférences, Institut de démographie de l'université Paris I

Hervé Marchal, professeur de sociologie, université de Bourgogne, LIR3S – UMR CNRS 7366

Auteurs-Autrices

Marco Alberio, professeur de sociologie, Alma Mater Studiorum, Università di Bologna ; professeur associé en développement social et territorial, université du Québec à Rimouski ; titulaire de la Chaire de recherche du Canada en innovation sociale et développement des territoires (2016-2022) ; directeur du projet de recherche CESAR

Hugo Bertillot, sociologue, enseignant-chercheur, HADéPaS (ETHICS EA7446 – Université catholique de Lille)

Mickaël Blanchet, docteur en géographie, gérontopôle Pays de la Loire, chercheur associé à l'université d'Angers

Lisia Briot, doctorante en histoire à l'université Grenoble Alpes – LARHRA, Programme ANR KAPPA

Marion David, docteur en sociologie, gérontopôle Pays de la Loire

Raphaël Dhuot, chargé de recherche, Unité de recherche sur le vieillissement, Cnav

Gaëtan Fustec, docteur en épistémologie, Histoire des sciences et des techniques, Nantes Université

Lorette Klepper, architecte diplômée d'État, doctorante en géographie et aménagement du territoire au Laboratoire d'études rurales (Lyon 2), dans le cadre d'une thèse Cifre avec la société d'économie mixte Assemblia

Manon Labarchède, architecte DE, chercheuse postdoctorante en sociologie (ANR COMPAC), laboratoire Passage UMR CNRS 5319 ; chercheuse postdoctorante dans le cadre du projet « Contrer l'exclusion sociale des aînés dans les milieux ruraux (CESAR) », département Sociétés, territoires et développement, université du Québec à Rimouski (UQAR) (2021-2022)

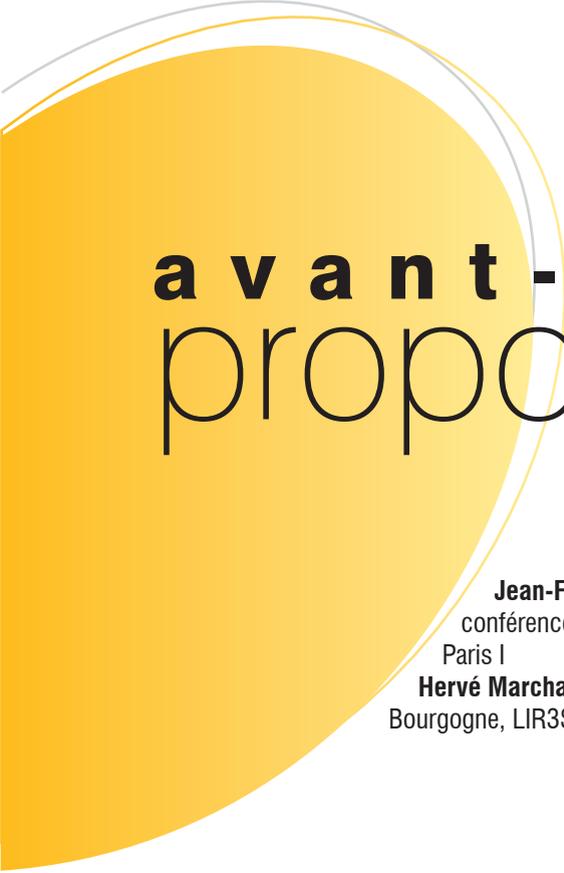
Jean-Christophe Marcel, professeur de sociologie, université de Bourgogne, département de sociologie, Pôle AAFE

Laurent Nowik, maître de conférences HDR, Unité de recherche sur le vieillissement, Cnav ; UMR Citères, université de Tours

Julie Pasquier, Institut de la statistique de la Polynésie française

Loïc Trabut, Institut national d'études démographiques

Damien Vanneste, sociologue, enseignant-chercheur, HADéPaS (ETHICS EA7446 – Université catholique de Lille) ; chargé de cours invité à l'UCLouvain (Belgique)



avant- propos

Jean-François Léger, démographe, maître de conférences, Institut de démographie de l'université Paris I
Hervé Marchal, professeur de sociologie, université de Bourgogne, LIR3S – UMR CNRS 7366

Pour une majorité de Français, c'est loin des métropoles que l'herbe est plus verte. Une enquête conduite en 2023 par Ipsos pour la Fondation Jean Jaurès et la Confédération française démocratique du travail (CFDT) sur *la société idéale des Français* a rappelé sans la moindre équivoque : seulement 13 % des personnes interrogées souhaiteraient dans l'idéal résider dans une métropole ou une grande ville. De leur côté, les espaces urbains de moindre densité démographique comme les villes moyennes et les banlieues des grandes villes n'attirent que le quart de la population (26 %). C'est donc là où les territoires sont peu densément peuplés que la grande majorité des Français (61 %) aimerait vivre : dans une petite ville, un bourg, un petit village ou de manière isolée à la campagne. Certes, les jeunes adultes (25-34 ans) sont un peu plus nombreux à souhaiter vivre en milieu urbain très dense (21 % d'entre eux privilégieraient une métropole ou une grande ville comme lieu de résidence), mais ils sont tout de même plus de la moitié à préférer les lieux de vie peu denses. Cette préférence partagée, même par les plus jeunes adultes, pour un lieu de vie situé en milieu rural isolé, dans un village, un bourg ou une petite ville signifie-t-elle pour autant que l'on souhaite y vieillir ? Il semble que ce soit le cas puisque, selon la même enquête, 63 % des retraités considèrent eux aussi que les espaces peu denses constituent un cadre de vie idéal.

Quand cette aspiration se concrétise, on comprend donc sans peine que les personnes n'ont plus envie de bouger. Cet ancrage territorial, ce « lien aux lieux », a précisément

été le fil conducteur des articles rassemblés dans le premier volume. Mais assez curieusement, aucun n'a abordé l'une des raisons – si ce n'est la principale – qui motivent la majorité des Français à vivre loin des métropoles : l'accès à une maison individuelle. Avant de présenter le sommaire de ce second volume consacré au vieillissement loin des métropoles et qui sera centré sur les « liens aux autres », il n'est pas inutile de revenir sur ce type de logement qui, selon l'enquête conduite par Ipsos en 2023, représente pour 88 % des personnes interrogées le type de logement dans lequel ils aimeraient, dans l'idéal, vivre. Le pavillon est une véritable « passion française » (Marchal, Stébé, 2023) et ce n'est pas nouveau.

Une enquête menée en 1945 par l'Institut national d'études démographiques (Ined) sur les « désirs des Français en matière d'habitation urbaine », quelques mois seulement après la fin de la Seconde Guerre mondiale, alors que des milliers de personnes se retrouvaient sans logement, établissait déjà un constat comparable : les trois quarts (73 %) des Français déclaraient vouloir vivre, idéalement, dans une maison individuelle (Girard & Stœtzel, 1947, 2019). Toutes les enquêtes menées entre 1945 et aujourd'hui ont confirmé cette préférence. Elle semble même s'être accentuée très récemment. S'agit-il d'un effet post-Covid-19 ? Il est tentant de le penser. Nombre d'urbains – en particulier les habitants des métropoles – paraissent en effet avoir découvert les vertus des espaces peu denses et de la maison individuelle à l'occasion des confinements de l'année 2020.

Dès 1945, on était également déjà prêt à dissocier lieux de vie et activité professionnelle pour accéder à ce type de logement. C'est ce que relevaient Alain Girard et Jean Stœtzel qui précisait même que près des trois quarts des personnes enquêtées consentiraient « facilement à augmenter d'une demi-heure la durée de parcours pour se rendre à leur travail, afin de jouir de cette maison individuelle et de ce jardin » (Girard & Stœtzel, 1947, 2019, p. 34). Rappelons qu'à l'époque, les déplacements se faisaient essentiellement à pied ou à vélo. Cela explique en partie que les personnes âgées étaient un peu moins nombreuses que les plus jeunes à privilégier la maison individuelle au logement collectif : en 1945, 32 % des personnes âgées de 65 ans et plus préféraient vivre dans un appartement contre 24 % des 35-49 ans. En 2023, alors que les déplacements sont dorénavant très largement assistés mécaniquement, ils ne sont plus que 19 % à privilégier l'appartement parmi les 70 ans et plus, contre 10 % seulement parmi les 35-59 ans. Ces chiffres rappellent surtout qu'à tout âge et de tout temps, les espaces peu denses et la maison individuelle demeurent respectivement le lieu de vie et le type d'habitat préférés des Français.

Il n'est donc pas exagéré de dire que vieillir loin des métropoles est un horizon souhaité par une majorité de nos concitoyens. Et il n'est guère possible de comprendre pleinement ce que signifie le fait de vieillir loin des métropoles sans évoquer la maison individuelle qui est, souvent, bien plus qu'un logement : il s'agit fréquemment du lieu d'une vie au sein duquel se construisent les relations familiales et à partir duquel se tissent des réseaux de sociabilité. Cet enracinement résidentiel et cet ancrage local qui participent du « lien au lieu » s'affirment donc aussi par l'établissement de puissants « liens aux autres ».

Ces derniers deviennent toutefois moins nombreux à mesure que les personnes vieillissent. Quand on emménage dans une maison individuelle, c'est le plus souvent pour y rester. Quand l'idéal résidentiel devient réalité, pourquoi déménager ? Par exemple, dans le périmètre géographique du schéma de cohérence territoriale (SCoT) Rhône Provence

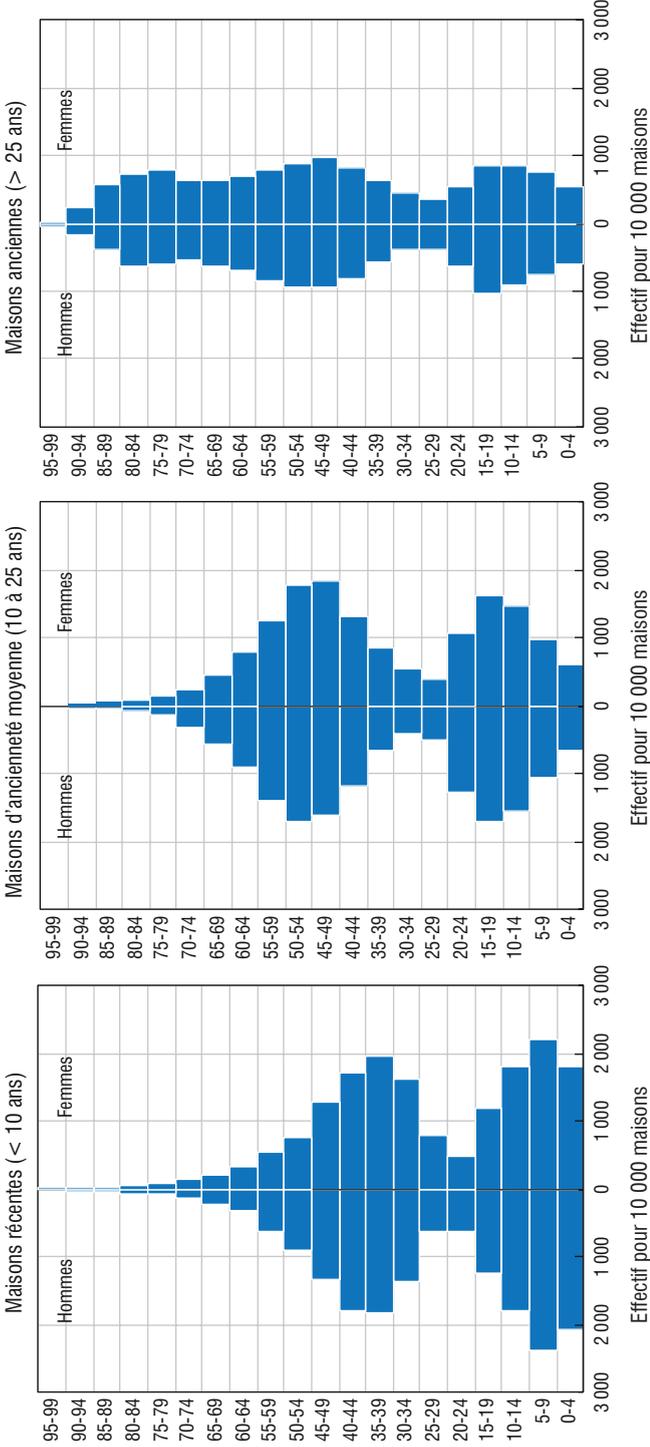
Baronnies, un espace à dominante rurale situé loin des métropoles¹, dans les maisons livrées avant 1990, la moitié des ménages sont présents depuis au moins 20 ans ; ce n'est le cas que de 15 % des ménages qui occupent des logements collectifs de même ancienneté. Dans ce territoire comme dans tous ceux situés loin des métropoles, l'appartement représente généralement un logement d'attente en début de parcours résidentiel ou de repli en fin de vie ou lors d'accidents du parcours de vie (séparation d'avec le conjoint, par exemple). La maison individuelle, occupée le plus souvent par leurs propriétaires et très rarement par des locataires, est donc appréhendée comme étant le lieu d'une vie, l'endroit où vont se succéder les différentes étapes de l'existence. De ce fait, au sein de ce type d'habitat, la composition des ménages se transforme au fil du temps. La [figure 1](#) illustre ce mécanisme bien connu en démographie (Léger, 2020) : dans les maisons récentes (moins de 10 ans d'ancienneté) résident avant tout des ménages composés de jeunes adultes et de leurs jeunes enfants ; dans les maisons un peu plus anciennes (10 à 25 ans d'ancienneté), les adultes ont vieilli tandis que leurs enfants commencent à décohabiter ; dans celles encore plus anciennes (plus de 25 ans d'ancienneté), les ménages sans enfants, composés d'un ou deux adultes âgés, sont devenus les plus nombreux. Le renouvellement progressif d'une partie des ménages au sein des maisons permet à un moment de stabiliser la déformation de la pyramide des âges sans pour autant parvenir à retrouver la situation initiale.

L'ancrage territorial se traduit logiquement par une inscription forte dans des réseaux de sociabilité qui sont caractérisés par une inertie importante compte tenu de la sédentarité dans leur maison d'une grande partie des habitants. Contrairement aux métropoles où le renouvellement rapide des habitants au sein d'un parc de petits logements collectifs participe à la permanence de la composition par âge de la population, c'est le phénomène inverse qui est constaté loin des métropoles : la sédentarité des habitants se traduit par une transformation avec le temps de la pyramide des âges. L'ancrage territorial s'affirme donc en même temps que le cercle relationnel tend à diminuer, d'abord au sein de la sphère familiale avec la décohabitation progressive des enfants, puis au sein de la sphère relationnelle plus élargie avec la disparition progressive des membres de la même génération.

On ne peut donc appréhender les « liens aux lieux » sans appréhender les « liens aux autres ». Les contributions réunies dans le premier volume dont le fil conducteur était précisément le rapport au territoire sont donc logiquement complétées par les textes de ce second volume qui se concentrent sur la façon dont les personnes âgées s'inscrivent ou/et peuvent être maintenues dans des réseaux de sociabilité et de solidarité à mesure qu'elles vieillissent. Que se passe-t-il en effet quand l'autonomie des personnes âgées diminue et que la vie au sein d'une maison individuelle devient plus difficile à assumer chaque jour ? La question du maintien des personnes âgées dans leur logement prend une dimension particulière dans le cas d'habitats isolés. Cette problématique résidentielle particulière est largement partagée par tous ceux qui vieillissent loin des métropoles. Est-ce l'évidence de cette situation qui a conduit les auteurs de

1. Ce territoire de plus de 3 200 km² regroupe 177 communes. Il se situe principalement dans la Drôme. Il mord toutefois sur le département de l'Ardèche à l'ouest du Rhône et il comprend l'enclave des Papes qui est rattachée au Vaucluse. La ville principale, Montélimar (moins de 40 000 habitants), concentre seulement 17 % de la population de ce territoire très peu dense (230 000 habitants, soit 72 habitants/km² environ).

Figure 1 > Déformation de la pyramide des âges de la population des maisons individuelles selon leur ancienneté



Source : Insee, recensement 2020.
Calculs : auteurs.
Périmètre géographique : SCoT Rhône Baronnies Provence.

ces deux volumes consacrés au vieillissement loin des métropoles à ne pas l'expliquer ? On peut le penser. Mais l'importance de la maison individuelle dans les stratégies résidentielles, puis dans la sédentarisation qui forge le « lien aux lieux et aux autres » ne pouvait pas ne pas être rappelée.

Cette problématique de préservation – autant que faire se peut – des « liens aux lieux et aux autres » est un enjeu majeur pour les territoires. Comment, loin des métropoles, en particulier dans les petites villes et les bourgs, accompagner sur place les personnes âgées tout en assurant un renouvellement des populations au sein des logements ? Quels sont les moyens dont disposent les territoires pour, à défaut d'être attractifs, maintenir une certaine vitalité démographique, sociale et économique ? Pour **Lorette Klepper**, dont la contribution ouvre la partie scientifique de ce second volume, une solution semble s'imposer, notamment pour les populations âgées paupérisées : *l'habitat social adapté pour les seniors*. Celui-ci serait même, comme elle l'indique dans le titre de son article, *un impératif pour les bourgs et petites villes*. En s'appuyant sur des observations qualitatives dans une région particulièrement confrontée au vieillissement démographique, l'Auvergne, dans des communes éloignées de Clermont-Ferrand, elle s'attache à montrer l'intérêt de cette offre de logements, aussi bien pour une population locale de seniors paupérisés en situation d'isolement géographique et relationnel que pour les petites centralités en quête de revitalisation. Mais la mise en œuvre de ce type de projet est délicate et rencontre un certain nombre de freins, parmi lesquels les réticences de la population qui pourrait potentiellement en bénéficier mais qui peine à se projeter ailleurs que dans le logement auquel sa vie est attachée et dont on devine qu'il s'agissait d'une maison individuelle.

Dans le cas où, précisément, les personnes âgées continuent de résider là où elles ont fait leur vie, là où leur histoire s'est construite, dans des espaces peu densément peuplés, où les interactions sociales sont parfois rares, comment parviennent-elles à préserver leurs liens aux autres ? Trois articles permettent de documenter cette interrogation en apportant un éclairage sur la gestion d'isolement géographique ou/et relationnel quasiment extrêmes.

Raphaël Dhuot et Laurent Nowik se sont ainsi interrogés sur *l'aide reçue et apportée par les seniors durant les confinements* et sur ce que signifiait *vivre loin des métropoles en période de crise sanitaire*. Des premières exploitations de l'enquête CONSOL2 (CONfinement – SOLitude – SOLidarités) réalisée par la Cnav un an après le premier confinement ont déjà permis de documenter ce questionnement (Nowik & Dhuot, 2022). Cette enquête a notamment confirmé que les mesures drastiques de distanciation mises en œuvre par les pouvoirs publics dès la prise de conscience de l'ampleur de l'épidémie de Covid-19 s'étaient traduites par un affaiblissement des relations sociales en présentiel. Il a également été montré que cette évolution avait été ressentie de manière inégale selon les territoires et les caractéristiques des retraités. Mais les individus et les territoires avaient alors été appréhendés de manière distincte. Raphaël Dhuot et Laurent Nowik se proposent donc, dans leur article, de coupler les caractéristiques des territoires à celles des individus afin de mieux distinguer les effets propres, d'une part, des caractéristiques sociales individuelles et, d'autre part, de la morphologie sociale du territoire de résidence, sur l'aide reçue mais aussi sur celle apportée par les retraités durant la période de crise sociosanitaire. Cet objectif a nécessité l'appariement des données individuelles de l'enquête CONSOL2 avec la base permanente des équipements produite

par l'Insee. De cette manière, les individus peuvent aussi être caractérisés par les équipements de proximité dont ils disposent dans le territoire au sein duquel ils vivent. Il est dès lors possible d'identifier comment les aménités d'un territoire interagissent avec le capital socio-économique des individus sur l'aide perçue ou dispensée par ces derniers. Cette approche conduit donc à des constats plus nuancés mais qui confirment sans équivoque l'effet des caractéristiques des territoires sur les liens de solidarité : vivre loin des métropoles en période de crise sanitaire présente bien des particularités que les auteurs détaillent dans leur article.

Dans leur contribution consacrée au *vieillessement en Polynésie française*, **Loïc Trabut et Julie Pasquier** abordent un autre type de distanciation : la distanciation spatiale. Tandis que Raphaël Dhuot et Laurent Nowik questionnent les solidarités contemporaines dans lesquelles sont inscrites les personnes âgées à partir d'une crise passée, Loïc Trabut et Julie Pasquier nous invitent à interroger la crise potentielle que pourraient connaître ces mêmes solidarités dans un contexte géographique caractérisé par une extrême dispersion de la population en des unités de très petite taille. Non seulement les habitants, et parmi eux les personnes âgées, résidant en Polynésie française sont loin de toute métropole, mais ils le sont aussi de « la » métropole. Et, au sein même de cet archipel, les quelque 280 000 habitants se dispersent sur 76 des 115 îles qui forment ce territoire. Dans ce contexte très particulier, l'accompagnement des personnes âgées s'organise grâce à un important *soutien familial* en dépit de fortes *contraintes géographiques*. Ici, le lien au lieu (l'île) assure jusqu'à présent pour les personnes âgées le lien aux autres, les deux paraissant d'ailleurs indissociables. Le système d'organisation familiale au centre duquel se trouvent les personnes âgées repose notamment sur une forte sédentarité des habitants et sur leur ancrage géographique dans chaque île. Mais que deviendraient les liens aux autres si les plus jeunes devaient partir ? L'article de Loïc Trabut et Julie Pasquier soulève ainsi, à partir d'une analyse détaillée de la situation actuelle, des interrogations, si ce n'est une forte inquiétude, sur la pérennité du système familialiste polynésien et sa capacité à accompagner les personnes âgées dans leur fin de vie loin, très loin des métropoles. Les auteurs s'interrogent également sur l'intérêt que les plus jeunes ont ou auraient à quitter leur île pour des espaces plus densément peuplés tant ils bénéficient aussi des personnes âgées et de leurs ressources. Pour ces derniers, partir pour Papeete ou l'Hexagone et ses métropoles se traduirait-il par un « mieux vivre » et, plus tard, un « mieux vieillir » ? Pas sûr... Mais n'anticipons pas et ce, d'autant plus que ce thème du vieillissement dans les métropoles fera l'objet d'un prochain numéro de *Retraite et société*.

Changement de décor radical avec l'article proposé par **Manon Labarchède et Marco Alberio**. Après les îles du Pacifique, cap au nord dans trois régions rurales administratives de l'est du Québec (Bas-Saint-Laurent, Chaudières-Appalaches et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine). Ces espaces pourtant situés aux antipodes les uns des autres ont un point commun : leur très faible densité démographique (à peine plus de 2 habitants/km² en Haute-Gaspésie par exemple) et la grande dispersion de la population sur un territoire particulièrement vaste et soumis à des conditions climatiques qui peuvent accentuer l'isolement des populations, non seulement par rapport aux métropoles, mais également au sein même de chacun de ces espaces. Par leur caractère continental, les territoires ruraux de l'est du Québec connaissent toutefois des évolutions sociétales encore balbutiantes dans le Pacifique (vieillessement démographique accéléré par les migrations des plus jeunes ; changements des modes de vie familiaux ; aspiration peut-être

plus affirmée à l'autonomie des générations, etc.) qui conduisent les personnes âgées à adapter les solidarités et les sociabilités dans lesquelles elles sont inscrites. Ce n'est en effet pas tout à fait la même chose de vieillir loin d'une métropole dans un pays comme la France métropolitaine, compte tenu de la taille réduite du pays (par rapport au Canada) et de l'accès relativement rapide aux métropoles depuis les espaces les moins denses, comparativement à l'isolement des îles du Pacifique ou de certains territoires ruraux de l'est du Québec. Dans ces contextes particuliers, il faut en effet trouver des parades si l'on souhaite (bien) vieillir très loin des métropoles. D'une certaine façon, l'article de Manon Labarchède et Marco Alberio prolonge celui de Loïc Trabut et Julie Pasquier. Mais pas seulement. Il prolonge aussi celui de Raphaël Dhuot et Laurent Nowik en analysant les *solidarités et sociabilités à l'épreuve de la pandémie* [de Covid-19] et en posant l'hypothèse d'un potentiel *effet protecteur du territoire rural chez les personnes âgées*. En d'autres termes, la nécessité en milieu peu dense, voire très isolé, de penser autrement les solidarités et sociabilités familiales, de voisinage et communautaires ne constituerait-elle pas une sorte de « vaccin sociologique » permettant aux personnes âgées de mieux réagir à la « contrainte sociale » qu'ont constitué les mesures de confinement lors de la pandémie de Covid-19 ?

Cet article confirme aussi le fait que, selon leurs caractéristiques, les personnes âgées sont plus ou moins aptes à s'inscrire dans des réseaux de solidarités et de sociabilités. Or, le lien aux autres, en particulier loin des métropoles, quand les infrastructures, équipements et commerces sont moins nombreux et/ou moins accessibles, est déterminant pour bien vieillir. Il importe donc de pouvoir aider à rester en prise avec leur environnement social ceux qui ont le plus de difficultés à maintenir ce lien avec les autres. C'est précisément dans ce but que des démarches sont soutenues et/ou conduites localement par les pouvoirs publics. C'est par exemple *le cas de la « Communauté amie des aînés » du pays de Mormal* (situé au sud-est du département du Nord, entre Valenciennes et Maubeuge) qu'ont observé **Hugo Bertillot et Damien Vanneste**. Leur analyse, qui s'appuie sur une série d'entretiens auprès des instigateurs de la démarche, de personnes âgées engagées dans celles-ci et d'autres n'y ayant pas participé et ne la connaissant même pas dans certains cas, les conduit à définir *l'espace de la participation des aînés en ruralité*, c'est-à-dire les formes que peuvent prendre selon les mots des auteurs « la participation sociale, citoyenne et politique se déroulant dans un cadre organisé ». Au-delà de la manière dont les personnes âgées se saisissent ou non de cette expérience, les auteurs dressent un bilan de la façon dont cette action publique peut stimuler, pour certains profils et dans certaines conditions, la participation sociale et permettre de préserver, voire de réactiver, le lien aux autres.

S'il y a bien une figure qui incarne le lien aux autres loin des métropoles, en particulier dans le monde rural, c'est le *médecin de campagne*. Il était donc difficile de ne pas proposer une lecture sociologique du film réalisé par Thomas Lilti et sorti sur les écrans en 2016. C'est **Jean-Christophe Marcel**, professeur de sociologie à l'université de Bourgogne, qui l'a réalisée dans le cadre de la rubrique « Les mots à l'image ». Son analyse permet aussi d'évoquer la question des déserts médicaux, de la difficulté à pérenniser une présence médicale en milieu rural. Celle-ci est aussi, et peut-être même surtout, relationnelle et empathique ; le médecin de campagne est le témoin d'une vie et le remplacer ne se réduit pas à un simple changement de professionnel de santé. Il faut également faire entrer une nouvelle personne dans son intimité, ce qui ne va pas de soi, ni pour celui

ou celle qui accueille, ni pour celui ou celle qui arrive (dans le film, il s'agit d'une jeune femme médecin). Ce n'est pas simple non plus pour le médecin qui cesse son activité, car il doit accepter de se mettre en retrait, et pas seulement sur le plan professionnel, comme si, pour préserver le lien des personnes âgées aux autres, le médecin de campagne devait de son côté renoncer, en partie, à ce qui le lie à celles-ci.

Comme le premier, ce second volume nous aura encore fait beaucoup voyager. Les problématiques abordées, centrées sur le lien aux lieux dans le premier volume et le lien aux autres dans le second, permettent de prendre conscience de la multiplicité des contextes géographiques, culturels et sociaux qui sont susceptibles d'avoir un effet sur la façon de vieillir. Loin des métropoles, le vieillissement s'inscrit donc dans des contextes très variés. Les articles réunis dans ces deux volumes reflètent cette diversité de situations sans pour autant l'épuiser. Pour compléter les éclairages souvent très localisés proposés par les auteurs qui ont contribué à ce numéro, il nous a semblé utile de dégager une vue d'ensemble des *dimensions et enjeux sociospatiaux du vieillissement hors des métropoles*. **Mickaël Blanchet et Marion David** ont bien voulu se prêter à l'exercice et ils nous proposent pour la France (métropole et départements d'outre-mer), « à partir des acquis de la géographie sociale, de resituer le vieillissement comme phénomène social et spatial dans les espaces situés à distance des métropoles françaises, sans pour autant faire abstraction des liens ou des interdépendances pouvant exister entre grands centres urbains et territoires périphériques ou éloignés ».

À défaut d'être exhaustif, l'ensemble des contributions réunies dans ces deux volumes permet donc de dresser un panorama des particularités et des enjeux du vieillissement loin des métropoles, dans des territoires peu densément peuplés. Il est probable, dans le contexte actuel du changement climatique, que la vie y sera bien meilleure. « Vieillir loin des métropoles » pourrait alors devenir une perspective (ou un horizon) partagée par le plus grand nombre...

Bibliographie

Girard, A. & Stœtzl, J. (1947, rééd. 2019). *Désirs des Français en matière d'habitation urbaine*, Ined.

Ipsos – Fondation Jean Jaurès / CFDT (avril 2023). *La société idéale de demain aux yeux des Français*. [En ligne].
<https://www.jean-jaures.org/publication/la-societe-ideale-de-demain-aux-yeux-des-francais/>

Léger, J.-F. (2020). Le lien logement-population à l'échelle locale. II – Caractéristiques des logements et composition par âge des populations. *Espace populations sociétés*, 2020/1-2. [En ligne].
<https://doi.org/10.4000/eps.10207>

Marchal, H. & Stébé, J.-M. (2023). *Le pavillon, une passion française*. Paris, PUF.

Nowik, L. & Dhuot, R. (2022). Le sentiment d'isolement et la baisse du moral des retraités pendant la crise sanitaire. *Populations et Sociétés*, 600. [En ligne].
<https://doi.org/10.3917/popsoc.600.0001>